

BORDJ-BOU-ARRERIDJ Syndicat d'entreprise : Elections du bureau de wilaya

Plus actif qu'à l'habitude, le syndicat d'entreprise décide enfin de s'ouvrir sur un grand public de fonctionnaires de l'éducation. L'épisode du jour concerne les chefs d'établissements moyens qui étaient nombreux à rejoindre le siège de l'UGTA où ont eu lieu les élections des membres du bureau de wilaya représenté par 11 directeurs dont deux du chef-lieu de la wilaya. Selon A. Zahar et R. Zarter respectivement secrétaire général et adjoint du syndicat d'entreprise, les élections se sont déroulées dans de bonnes conditions, propos confirmés par A. Benbacha jeune DEH, lequel précise dans la foulée que l'UGTA serait en train de rompre avec son "classique archaïque" en prenant au sérieux l'intégration de nouvelles figures animées de bonne volonté et armées d'un capital non négligeable d'expériences syndicales sur d'autres fronts, ce qui permettrait de conjuguer les efforts des uns et des autres pour une gestion futuriste de l'entreprise.

Saadène Ammara

Sur une plainte du Crédit lyonnais, la police démantèle un réseau de trafiquants

Un réseau de jeunes trafiquants a été démantelé par la police de Bordj-Bou-Arreridj après avoir reçu des plaintes de trois notaires victimes d'usage illicite de leurs propres cachets en France.

En fait, tout a commencé par une correspondance du "Crédit lyonnais" s'adressant à l'un des notaires opérant en collaboration avec l'institution bancaire française notamment sur la gestion des comptes devises de quelques retraités de la région, une correspondance faisant allusion à une suspicion de reproduction de son cachet, "un doute qui s'est avéré fondé puisque les deux étoiles figurant en diagonale sur deux coins du cachet étaient légèrement décalées par rapport à la position habituelle" confirme l'un des notaires concernés lequel ajoute que les malfaiteurs qui activent au "bled" seraient complices avec une seconde moitié du réseau qui est allée s'établir outre-mer.

Selon une source autorisée, la bande aurait usé d'un scanner pour l'imitation des griffes notariales. Les falsificateurs se seraient aussi servis de certificats de vie non authentiques, tout de même minutieusement copiés dont les originaux proviendraient de l'APC de Daafra, ciblée il y a presque trois ans de cela lors d'une émeute qui a secoué la région de Kabylie. Ces documents, ajoute une source digne de foi, seraient proposés contre une somme de 5000 DA la pièce. Selon une source policière, le réseau aurait été démantelé et qu'en ce moment, le groupe de la contrefaçon serait incarcéré en attendant sa comparution devant le tribunal.

S. A.

KHENCHELA L'ACS bouge

L'association culturelle et scientifique a introduit une demande auprès du cabinet du wali de Khenchela pour l'autoriser en vue d'organiser les 3 et 4 mars prochain un symposium international en hommage à la reine berbère El Kahina. Le troisième du genre, nous dit-on, qui verra la participation des universitaires de Tizi-Ouzou, Béjaïa, de Belgique et de France selon le communiqué remis au *Soir d'Algérie* par le président de l'ACS.

Des associations de l'Hexagone ont été également invitées. Il est prévu de récompenser des enseignants et des élèves qui étudient l'amazigh. Des conférences sur le patrimoine culturel sont prévues ainsi que la poésie chaouïe. Si aucune information sur l'origine du financement de cette activité ne nous a été faite, l'on nous apprend que l'ACS a revendiqué l'ouverture d'un département pour étudier la langue amazighe au centre universitaire de Khenchela et la création d'une agence nationale pour la préservation des sites historiques dont certaines communes peuvent s'enorgueillir.

A Baghai on peut contempler le fief de la reine berbère El Kahina, Mahmel (le tombeau du roi berbère Cydias) Ouled Rechach, Djellal avec ses grottes merveilleuses mais méconnues, Laberdga, la station thermique de Hammam Salihine érigée par les Romains, les paysages montagneux bleutés tout aussi magnifiques de la région de Siar, la plaine de la zone de Kheirane où cohabitent des centaines d'espèces qui feraient la joie des botanistes, ou les multiples sources méconnues de la zone montagneuse de Bouhmama. Autant de joyaux naturels d'une grande beauté qui ne sont que l'infinitésimale partie de la belle création divine.

A. Maâchi

DOUANE DE ANNABA

Le SGR pour bientôt au port de Annaba

Le système de gestion des risques (SGR), introduit au port d'Alger par les douanes algériennes, sera généralisé à l'ensemble du territoire national dans le but de lutter contre la fraude commerciale et faciliter la tâche aux opérateurs économiques par des actions de proximité. C'est ce qu'a déclaré hier mercredi le directeur régional des douanes algériennes d'Annaba, qui couvrent outre la wilaya de domiciliation, les régions de Souk-Ahras et d'El-Tarf, à l'occasion de la Journée mondiale des douanes.

L'adhésion imminente de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce et les nouveaux rapports entre l'Algérie et l'Union européenne exigent une mise à niveau des douanes algé-



riennes, a encore souligné ce responsable qui a, par ailleurs, fait état de la présence de l'Algérie parmi le groupe mondial de coordination des efforts de lutte contre la fraude commerciale organisée. L'introduction du système de gestion des risques va-t-il permettre au port d'Annaba qui dispose

d'un terminal à conteneurs doté de toutes les commodités, de reprendre ses anciens clients parmi lesquels certains le bouddent depuis plusieurs années, en lui préférant les ports de Skikda et de Béjaïa. Côté bilan, la direction régionale des douanes d'Annaba fait état de 185 infractions rele-

vées en 2004 dont 75 à Souk-Ahras et 59 à El-Tarf, deux régions frontalières de la Tunisie ainsi que la vente aux enchères publiques pour un montant estimé à plus de 202 millions de dinars. Les recettes budgétaires enregistrées en 2004 ont nettement régressé par rapport à l'année écoulée. S'agissant des conditions de travail, des douaniers interrogés, lors des portes ouvertes sur les activités de leur institution, ont estimé que les salaires qu'ils percevoient restent insuffisants par rapport au pouvoir d'achat et au salaire national minimum garanti, il y a lieu de relever que la célébration de cette journée mondiale a été également marquée par la remise de grades à des douaniers.

Nabil Kebaili

LE TRAIN SKIKDA-AZZABA

Des étudiantes réclament plus de sécurité

Des étudiantes nous ont fait part de leur crainte grandissante face aux agissements de quelques intrus qui ont pu s'infiltrer dans le train conventionné Skikda-Azzaba, destiné aux étudiants de l'université d'El Hadaïek et ceux de la faculté de droit de Azzaba. En effet, selon leurs dires, l'arrêt facultatif de Ras-El-Ma, a permis à quelques personnes "malveillantes" de prendre part au trajet et se permettre le luxe de dérober à une jeune étudiante son portable. Des propos que nous confirme M. Falouti, le coordinateur des résidences universitaires de Skikda, "Oui, on a eu vent de cette affaire, mais ça ne s'est signalé qu'une seule fois, d'ailleurs, pour y remédier, j'ai dépêché un agent qui aura pour mission de veiller à la sécurité des étudiants et particulièrement des étudiantes, en prenant avec eux quotidiennement ce

train. A ce jour, on n'a reçu aucune plainte. D'ailleurs, même la SNTF dispose de personnel affecté à cette tâche". Une autre étudiante nous a même déclaré : "Il y avait même une personne qui a voulu se "suicider" en se jetant du train, provoquant une panique générale, si ce n'est l'intervention des étudiants qui l'ont empêchée en le sortant du train, cette affaire aurait pris des proportions alarmantes". Le train Skikda-Azzaba d'une capacité de 1 000 places, fruit d'une convention signée entre l'université de Skikda et la SNTF, au prix mensuel de 450 millions de centimes, faisant cinq rotations quotidiennes (Skikda, Hamadi Krouma, Ramdane Djamel, Ras-El-Ma et Azzaba) et dont le voyage inaugural a été effectué le 30 novembre 2004, lors de la visite d'inspection et de travail du ministre des Transports, Maghlaoui, et

ce, en présence des autorités locales et de la presse, n'a cessé depuis sa mise en marche, et bien avant même, de déchaîner les polémiques. La dernière en date s'est déroulée dans l'enceinte de la cité résidentielle de Azzaba où une vague de mécontentement provoquant une grève des étudiants, a été signalée. Heureusement que tout est resté dans l'ordre après. Lors de la visite inaugurale, le trajet a duré 50 minutes, or beaucoup d'étudiants nous affirment que depuis cela a changé : "Le train démarre quelquefois à 6h50 si jamais il ne fait pas de retard, et arrive à la gare de Azzaba à 8h00, soit une heure dix minutes". No comment. Ces déclarations devraient être prises en considération et que les mesures sécuritaires soient renforcées au profit de nos étudiants.

Zaid Zoheir

SETIF

Des monuments au seuil de l'oubli

On ne peut parler de Sétif ou de "Sitifis" sans citer des monuments comme le citadelle byzantine dont le général Salomon en a fait une forteresse en 540 après JC ou encore du mausolée de Scipion l'Africain daté du IV^e siècle, malheureusement, ces édifices témoins d'un grand passé historique, sont en proie à l'indifférence et à l'abandon, qu'il s'agisse de la citadelle ou du Scipion l'Africain, les conditions de survie dans lesquelles se trouvent ces vestiges sont insultantes à la mémoire des fondateurs de Sitifis. L'état déplorable de Scipion en dit long sur les primordialités des services concernés, mais aussi sur le manque de civisme d'un grand nombre de citoyens qui ignorent pour la plupart l'histoire et même l'existence de ce mausolée décoré de graffiti obscènes, et transformé en toilettes publiques et en lieu de rencontre pour les drogués et les ivrognes.

L'irresponsabilité dont les citoyens font preuve est

rejetée sur les responsables de "la ville. Si la commune ou d'autres brûlent par exemple des déchets dans l'enceinte du musolés après la ramassage des ordures, pourquoi irions-nous nous préoccuper de quelque chose" qui ne nous regarde pas ? s'interrogent les habitants et les commerçants voisins du site. Pour d'autres, c'est peinant, mais une minorité ne peut rien faire.

Conditions similaires pour la citadelle, sise au parc d'attractions, fermée au public depuis plus d'une dizaine d'années. Un responsable de la circonscription archéologique de la wilaya de Sétif a clairement affiché son embarras face à de tels outrages, les préoccupations des élus sont autres que l'histoire. A qui parler ? Certainement pas à des gens qui vous répondent que la communauté doit manger et survivre non pas avec des pierres mais avec du business, ce qui explique que les murs de la

citadelle sont entourés de kiosques pour vêtements bon marché, affirme-t-il. Aussi la défaillance budgétaire dont souffre l'archéolo-

gie fait que cette dernière est devenue une science de la bourgeoisie n'ayant pas de place en Algérie.

Malissa Ould-Ali

Les bijoutiers vident leurs vitrines

En application des nouvelles lois du gouvernement pour l'assainissement du marché national des matériaux précieux et la création d'un nouveau poinçon de garantie, plusieurs opérations de saisie d'or non poinçonné (bijoux importés et bijoux de casse) ont été entamées depuis une quinzaine de jours par la direction des impôts de la wilaya de Sétif, face à ces interventions décrites "d'abusives", les bijouteries de la ville de Sétif ont décidé de sécuriser leurs marchandises loin de leurs magasins, comme l'affirment plusieurs bijoutiers de renom, "même si cette loi, appliqués sans préavis, a pour but de purifier le marché national de l'or, des parrains de la contrebande, elle n'est certainement pas au service des artisans et des commerçants. Nous ne sommes pas contre cette loi mais il faut qu'il y ait des compromis. Les raisons de notre réticence concernent le prix trop élevé du poinçon qui varie entre 180 et 200 dinars le gramme, pour ce qui est des marchandises importées, on nous exige les factures qui d'ailleurs sont rarement disponibles chez les importateurs. Aussi, les services des impôts nous demandent même de poinçonner les bijoux lavés d'or. C'est aberrant". En attendant le règlement de ce litige, les bijoutiers ont décidé de garder leurs boutiques fermées jusqu'à nouvel ordre.

M. O. A.